

Résumé des articles

The Dynamics of the Gorbachev Reforms, par David Dyker

L'auteur analyse les raisons qui conduisent le programme soviétiques de réformes économiques au devant de difficultés croissantes. Il prétend que le déficit budgétaire est la caractéristique majeure de la stagnation actuelle. D'une part, ce déficit est un reflet immédiat des problèmes structurels graves de l'économie soviétique, de sa tendance profonde au maintien des pertes des entreprises et de la tradition de compenser ces pertes par des transferts au départ du budget de l'Etat. D'autre part, la pression inflationniste que génère ce déficit représente le plus formidable obstacle à la réforme du système de planification : elle rend impossible la libéralisation et la rationalisation du système des prix sans entraîner le risque d'une hyperinflation. Aujourd'hui, la *perestroïka* semble mal engagée.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : 124, 134, 322.

Intra-CMEA Relations and Domestic Reforms : Some Interactions, par Marie Lavigne

En même temps qu'étaient mises en œuvre des réformes économiques en URSS et en Europe de l'Est, une réforme du mécanisme même de l'intégration socialiste, c'est à dire du CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle), était en discussion depuis plusieurs années. Il est apparu impossible de perfectionner l'intégration par le plan. Aussi bien, un marché unifié de l'Est est envisagé depuis 1988. Mais la révolution intervenue en 1989 en Europe de l'Est ne permet plus politiquement de mettre en place les bases d'un tel mécanisme, et les conditions économiques n'en sont pas réunies du fait de l'inachèvement des réformes. L'article suggère qu'une organisation praticable des relations entre les pays de l'Est est néanmoins nécessaire, car l'intégration de ces pays au sein de l'Europe occidentale n'est pas la solution.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : 423, 052, 124.

Stabilisation and Reform Sequencing in the Soviet Economy, par Mario Nuti

Cet article survole l'avancement des réformes économiques en URSS et s'interroge sur les raisons de leur apparent manque de succès. Il défend que la réforme économique soviétique ne s'est pas accomplie entièrement, ni sur une échelle suffisamment large, ni dans une séquence appropriée. Les étapes manquantes se nomment stabilisation (macro-) économique, abandon des liens entre entreprises et organisme du gouvernement central, abolition du pouvoir de monopole des grandes entreprises et de leurs associations, garantie du caractère strictement résiduaire du revenu de l'entreprise. Cet article s'essaie à proposer un séquençement des politiques et modifications institutionnelles qui donne la priorité à la stabilisation domestique.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : 052.

The Social Obstacles to Economic Reform in Hungary, par Zsuzsa Ferge

Les systèmes économiques des pays de l'Europe de l'Est, en ce compris la Hongrie, nécessitent une profonde restructuration. Le besoin d'une réforme politique radicale précède celui d'une réforme économique : aucune réforme économique véritable n'est possible sans un Parlement et un gouvernement légitimes et démocratiquement élus. La transformation de l'économie planifiée en une économie de marché a débuté dès avant les élections. Le développement du marché et la privatisation ont été réalisés dans les domaines où la résistance est la plus faible, c'est-à-dire là où les pertes atteignent les couches sociales les plus faibles — en matière de santé, de sécurité sociale, etc. L'inflation et le chômage sont également perçus comme inévitables. Le résultat des mesures néolibérales introduites d'une manière totalitaire est l'appauvrissement rapide de la population et l'accroissement des inégalités. Les tensions croissantes peuvent devenir un obstacle à des réformes authentiques.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : 130, 910.

Labour Redeployment and Cooperatives in Soviet Union, par Silvana Malle

La *perestroïka* a modifié l'approche des décideurs politiques en matière de politique d'emploi : la priorité repose actuellement sur la réduction d'emplois dans les secteurs industriels et sur son redéploiement dans l'activité de service en général et dans la sphère coopérative en particulier. Cependant, l'aspect que prend ce redéploiement des em-

plis ne permet pas de penser que le marché du travail soit devenu moins tendu avec la *perestroïka*. Comme le secteur des coopératives et des entreprises individuelles attire les meilleurs éléments du secteur étatique, l'inefficacité de l'économie étatique pourrait s'accroître encore. Des critiques répétées qui s'expriment à l'encontre du développement des coopératives et les mesures de contrôle des prix indiquent que les barrières tant politiques qu'idéologiques contre l'entreprise privée restent considérables.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : 027, 052, 824.

Introducing the Market in a Shortage Economy : The Vertical Integration Issue, par Gérard Roland

Depuis toujours, les économies de type soviétique connaissent une tendance spontanée à l'intégration verticale, en réponse à l'incertitude de l'approvisionnement dans une économie de pénuries chroniques.

Ce texte examine le lien entre intégration verticale et réforme. On montre que, dans un contexte institutionnel à prix fixes et pénurie d'inputs, en l'absence d'intégration verticale, les entreprises consommant ces inputs n'arriveront pas à se mettre d'accord sur un schéma de rationnement. Ce vide décisionnel implique la nécessité d'un planificateur central qui décide du schéma de rationnement. Ce résultat permet d'éclairer certaines des questions essentielles de la réforme économique. Une des implications principales est que, dans une économie faiblement verticalement intégrée, il est impossible de supprimer la planification impérative sans supprimer simultanément les pénuries. D'un autre côté, il est beaucoup plus facile d'abolir la planification impérative si l'économie est verticalement intégrée. Cependant, comme l'intégration verticale supprime la nature compétitive des marchés, les objectifs principaux de la réforme ne peuvent être réalisés si des changements de structures ne sont pas introduits afin de créer un environnement compétitif.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : 052, 053, 610.